

Il vaudrait mieux être assurés qu'assistés



DR

JEAN-PHILIPPE DELSOL

L'avocat fiscaliste* avance des pistes pour limiter la dérive des dépenses sociales,

En trente ans, les dépenses sociales sont passées de 21 % à 33 % du PIB en France. C'est le signe de la croissance incessante de l'État prévoyance, dont la charge n'est plus désormais ni maîtrisée ni supportable. Mais dans une Europe qui, dit Angela Merkel, « représente 7 % de la population mondiale, 20 % de la production et 50 % des dépenses sociales », la France est championne toutes catégories. Selon l'OCDE, celle-ci consacre 60 % de ses dépenses publiques au secteur social, soit 33 % du PIB contre 26,2 % pour l'Allemagne ou 23,8 % pour l'Angleterre, et 22,1 % pour la moyenne OCDE.

Cette dérive ancienne est le fruit d'un excès de bienveillance de l'État doublé d'une démagogie facile tendant à multiplier les prébendes, notamment à la veille des élections. Mais elle a été particulièrement favorisée par la modification progressive du mode de financement de ces dépenses. Le dé plafonnement des cotisations, l'instauration de la CSG-RDS et la prise en charge d'une part de plus en plus significative des dépenses sociales par les budgets de l'État ou des collectivités locales ont fait que les assurances sociales ne sont plus des assurances, mais des dépenses de redistribution sociale. Plus personne n'en mesure le coût et aucun de leurs bénéficiaires n'a plus intérêt à en limiter la dérive. Ainsi les charges sociales, employeur et employé, ont

grimpé sans cesse pour atteindre environ 80 % du salaire net quand elles sont de l'ordre de 20 % dans de nombreux pays comme la Suisse ou l'Angleterre. Chacun cherche alors naturellement à se défausser sur les autres. Le patronat demande que les 35 milliards d'euros qui financent la branche famille soient payés par une augmentation de TVA ou de CSG. Les salariés réclament une hausse des cotisations supportées par les employeurs. Le débat sur les retraites s'installe dans la médiocrité entre ceux qui veulent allonger la durée

Au sein de l'OCDE, les retraites par capitalisation fournissent 20 % à 30 % des revenus des retraités, soit dix fois plus qu'en France

de cotisation et ceux qui souhaitent reculer l'âge de départ en retraite. Pour limiter le dérapage incontrôlé du budget de la Sécurité sociale, les listes s'allongent, année après année, de médicaments et autres prestations non remboursés. Mais c'est emplâtre sur jambe de bois. Il ne s'agit toujours que de remplir plus le tonneau des Danaïdes de ce gouffre social en augmentant indûment les prélèvements sociaux et fiscaux.

Or il ne sera possible de contenir puis de réduire ces dépenses sociales qu'en changeant de modèle, en rendant les bénéficiaires des prestations sociales responsables

de leurs dépenses, en revenant au principe de l'assurance. Si, comme pour les assurances automobiles, les assurés pouvaient mettre leurs assureurs en concurrence et s'ils étaient intéressés au contrôle de leurs dépenses, gageons que la gabegie serait moins grande sans pour autant empêcher que les longues maladies et les cas les plus graves soient pris en charge comme le sont les dépenses liées aux catastrophes naturelles par les assurances responsabilité civile et habitation.

En matière de retraite, seule une évolution vers un système par capitalisation permettrait à chacun d'être responsable de son épargne. C'est possible puisque

au sein de l'OCDE les retraites par capitalisation fournissent 20 % à 30 % des revenus des retraités, soit dix fois plus qu'en France. Les réformes menées dans d'autres pays, et notamment au Chili depuis trente ans, ont montré que le passage de la répartition à la capitalisation était réalisable et se faisait à l'avantage des assurés. Et chacun alors choisirait sa durée et son taux de cotisation dans des limites raisonnables encadrées par la loi.

Rendre chacun responsable de son destin, de sa vie, c'est non seulement le seul moyen de retrouver à long terme un meilleur équilibre dans

la répartition des fruits du travail et de l'épargne entre ce qui revient à la collectivité et ce qui reste à chacun, mais c'est aussi et surtout un moyen de redonner à chacun l'envie, l'espoir et la fierté d'améliorer son sort par lui-même. C'est, ce faisant, ce qui peut permettre à notre société et à notre civilisation de repartir dans leur marche en avant engagée depuis qu'elles ont hérité de Jérusalem, de Rome et d'Athènes du sens de l'individu, depuis qu'elles ont reconnu la valeur unique de la personne par rapport à la collectivité depuis que la Révolution française a consacré la liberté individuelle dont le progrès s'est nourri pendant deux siècles.

Par ce renversement d'attitude en faveur d'une plus grande responsabilisation des citoyens, la France reprendrait en main son avenir en baissant durablement ses dépenses publiques. C'est d'ailleurs dans les pays qui ont fait des efforts de réduction drastique de leurs dépenses publiques tels que l'Espagne, le Royaume-Uni ou l'Irlande, que se dessine une timide embellie. Mais surtout, cela transformerait les comportements pour passer d'une société d'assistés à une société responsable, c'est-à-dire une société de plus grand épanouissement personnel.

* Également administrateur de l'Institut de recherches économiques et fiscales

+ 30 milliards de hausse des prélèvements sur 2013 et 2014

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier
Dassault, Thierry Dassault,
Jean-Pierre Bechter, Olivier
Costa de Beauregard, Benoit

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
**Directeur général,
directeur de la publication**

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvator
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Anne-Sophie von Claer (Style, Art
de vivre, So Figaro), Anne Huet-
Wuillème (Édition, Photo)

Paul-Henri du Limbert (Politique,
Société, Sciences), Étienne de
Montety (Débats et Opinions,
Littéraire), Pierre Rousselin
(Étranger) et Yves Thréard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Paris)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Graziella Boutet
(Infographie)
Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana

FIGAROMEDIAS
9, rue Pillet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Pierre Conte
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75430 Paris Cedex 09

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimahd Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 17h ;
sam. de 8h à 12h au 01 70 37 3170. Fax : 01 55 56 70 11.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 22 pages
Cahier 2 Économie
6 pages
Supplément 3
Magazine 96 pages
Supplément 4
Madame
14 pages
Supplément 5
TV 76 pages